

# Carte de Bavière

## A propos d'un poker Germanic Wirecard

#Wirecard #BaFin #Bavaria #Munich #Bundestag

Poker est souvent extrêmement excitant, notamment lorsque les enjeux sont élevés et que seuls quelques joueurs restent à la table pour décrocher le jackpot. Une tactique spéciale dans ce jeu est la soi-disant pokerface, ce qui signifie la présentation trompeuse d'une collection de cartes de haute qualité dans une main cachée. Ceci a pour but de tromper psychologiquement les adversaires pour les faire abandonner le jeu prématurément, tout en ayant leurs enjeux pour rester sur la table de poker. On pourrait presque croire qu'un tel jeu au poker a eu lieu en 2019 avec divers membres de la chancellerie allemande, le ministre allemand des Finances, l'ancien ministre allemand de la Défense Karl-Theodor zu Guttenberg et des représentants du fournisseur de services de paiement en ligne Wirecard, qui était coté à la bourse allemande DAX à cette époque.

La **société Wirecard a été fondée** en 1999 dans le quartier du centre-ville de Lehel dans la capitale bavaroise Munich, à l'origine et à partir de maintenant fournissant des logiciels qui serviraient d'intermédiaire entre les sociétés de cartes de crédit, les détaillants en ligne et les clients Internet. En 2000, la jeune **société Wirecard a reçu un montant à deux chiffres d'un million en tant que capital de démarrage** sous le fondateur de l'époque, Detlev Hoppenrath, qui a également promu **Jan Marsalek, un ressortissant autrichien initialement employé par Wirecard** à l'âge de 20 ans, au poste de directeur des technologies de l'information. Lorsqu'un projet informatique interne mené par Marsalek a échoué, entraînant une perte d'environ 1 million d'euros, le cabinet de conseil en management KPMG a été chargé de nettoyer le gâchis. Un autre ressortissant autrichien de l'équipe de KPMG a attiré l'attention de la direction de Wirecard et a été invité à se tourner vers Wirecard: Markus Braun.

En mai 2001, la société a déménagé dans la très révélatrice banlieue de Munich appelée Aschheim. Marsalek n'est pas licencié, mais maintenu sur la bonne voie et à partir de là, il forme des projets de haut vol avec son collègue autrichien Braun. Par exemple, en novembre 2001, lorsque **les ordinateurs portables de Braun et de Marsalek ont été volés lors d'un vol présumé** et dans lequel, selon Wirecard, plus ou moins toute la technologie a été supprimée. Wirecard était désormais une proie facile pour l'opérateur de site Web pornographique EPM AG, qui s'est désormais rebaptisé EBS Holdings et a repris la société basée à Aschheim peu de temps après son dépôt de bilan. Au moment du rachat d'EBS AG, le fondateur de Wirecard, Hoppenrath, a **déposé une plainte pénale contre le nouveau conseil du parquet de Munich** en janvier 2002. Il soupçonnait que des initiés de l'entreprise étaient responsables du vol de technologie. Compréhensible, étant donné que Braun a été informé par le fondateur de la société porno EPM AG Schlichtegroll en octobre 2001 qu'il y avait un fort intérêt pour une prise de contrôle de Wirecard. Le fondateur de Wirecard, Hoppenrath, quitte officiellement la société nouvellement formée à la fin de 2001, la société allume maintenant lentement ses fusées de croissance peu de temps après que le bureau du procureur de Munich a fermé l'enquête ou, comme c'est souvent le cas là-bas, a sélectivement rejeté l'enquête.

Le prochain spectacle de cascades de Munich avec l'aide énergique de l'Autriche ne s'est pas fait attendre. En janvier 2005, Wirecard **a été transformée en une société anonyme cotée en bourse** par le biais d'une **introduction en bourse dite inversée**. Comme pour les virus, un hôte a été utilisé, en l'occurrence l'ingénieur opérateur de centre d'appels InfoGenie Europe AG basé à Berlin. Un mois plus

tôt, InfoGenie AG a décidé d'être entièrement repris par Wirecard et de prévenir ainsi la menace d'être banni du TecDax en raison d'un manque de succès. Wirecard a procédé à une augmentation de capital par apport en nature (!) et le tour est joué, InfoGenie Europe AG a été rebaptisée Wire Card AG en 2005, qui est même désormais cotée sur le marché allemand de TecDax. L'opérateur porno Schlichtegroll a rejoint le conseil de surveillance, Markus Braun est membre du conseil depuis le début, à partir de 2010, son collègue autrichien Jan Marsalek a également rejoint le conseil. Génie!

Seulement deux ans après l'absorption de l'hôte et la conversion de Wirecard en société anonyme, Wirecard Asia Pacific a été fondée à Singapour en 2007, à l'origine de la tristement célèbre fin de l'entreprise environ une décennie plus tard. Dès mai 2008, [un utilisateur anonyme nommé «memyselfandi007»](#) a posté sur le forum Internet Wallstreet Online des incohérences financières liées à la [reprise par Wirecard de Trustpay AG](#), une société également basée dans une banlieue de Munich:

Seule la moitié du prix d'achat [48 millions d'euros] a été payée (financée par une augmentation de capital !!!), le reste suivra en 2008. Celui qui vend ce portefeuille semble gagner beaucoup d'argent, il obtient au moins trois fois plus que la valeur comptable avant les arriérés. Vous pouvez rechercher sur Google Trustpay AG comme vous le souhaitez, à part Wirecard News, vous ne trouverez aucune information. Rien du tout. Et pour ces 40 millions? Cela ressemble à un pillage systématique des augmentations de capital, surtout si l'on considère que la société acquise, comme Wirecard, est basée à Grassbrunn.

(Blogueur anonyme [«memyselfandi007»](#) sur [Wallstreet-Online](#) en date du 1er mai 2008)

Sur la base de ces déclarations de «memyselfandi007», lues plusieurs millions de fois sur le Web, [l'Association allemande de protection des investisseurs \(SdK\) prend des mesures](#) et accuse Wirecard de falsifier ses comptes, conduisant Wirecard à engager la société d'audit Ernst & Young à préparer un audit financier spécial pour 2007. Entre-temps, [un groupe important d'investisseurs a rendu publiques les problèmes de bilan](#), ce qui a provoqué la chute du cours de l'action Wirecard et la société a [déposé une nouvelle plainte pénale auprès](#) du parquet de Munich. Là cependant, on n'était pas particulièrement intéressé par les nombreuses falsifications évidentes du bilan de Wirecard, mais au lieu de cela, on [a mis en détention deux employés du SdK et les a condamnés plus tard](#). pour d'autres infractions. La police de Munich n'a pas non plus hésité beaucoup à enquêter sur l'auteur du forum pendant un certain temps.

Trois ans plus tard, le parquet de Munich a dû à nouveau prendre des mesures en 2010, cette fois parce que de [faux rapports d'une organisation de lanceurs d'alerte financière](#) aux États-Unis nommée Goldman, Morgenstern & Partners ([GoMoPa](#)) auraient «nui à Wirecard de manière injustifiée». Wirecard lui-même n'était apparemment pas le plaignant ici, mais déjà à l'époque l'Autorité fédérale de surveillance financière (BaFin), basée à Francfort et Bonn. Le déclencheur en 2010 a d'abord été l'inculpation puis la condamnation du ressortissant allemand Michael Schuett par les forces de l'ordre en Floride, aux États-Unis. Schuett a été condamné pour [s'engageant dans des transactions d'argent illégales d'environ 70 millions USD](#), la majorité générée par des jeux de poker en ligne et envoyés par la poste sous forme de chèques réguliers par Schuett à des milliers de gagnants de jeux de poker nord-américains.

GoMoPa a initialement déclaré que Schuett avait mentionné Wirecard comme l'un de ses fournisseurs d'argent du côté européen. Dans des circonstances quelque peu douteuses, les déclarations de Schuett ont d'abord été modifiées un peu plus tard, pour être entièrement retirées. Le cours de l'action de Wirecard a chuté d'un bond de 30%, ce qui était apparemment beaucoup plus important pour les procureurs de Munich et aussi BaFin que les connexions de Wirecard en Angleterre, où les cadres Wirecard étaient [indirectement en contact avec Michael Schuett par une société appelée Brinken Merchant Inc.](#) Depuis

deux ans, les procureurs de Munich n'a pas enquêté sur Wirecard UK, mais plutôt sur GoMoPa, ceci jusqu'en 2012, ce qui soulève désormais la question urgente de savoir pourquoi les procureurs de Munich n'ont pas enquêté sur d'autres problèmes concernant les liens évidents de Wirecard avec Schuett en Floride à l'époque:

Les résidents ordinaires de Consett [en Angleterre] ont été payés pour devenir administrateurs de centaines d'entreprises par Brinken Merchant Incorporations (BMI), une société locale dirigée par Simon Dowson. Les actionnaires de BMI comprenaient Patrick Mosbach, un ancien directeur des ventes de Wirecard, et Brigette Axtner, vice-présidente exécutive des ventes numériques chez Wirecard ... En 2009, les services secrets américains ont découvert que Bluetool Limited, une entreprise qui avait un enseignant local agissant en tant que directeur, a enfreint les règles sur le blanchiment d'argent. Michael Schuett, un citoyen allemand, a été emprisonné aux États-Unis après avoir admis avoir dirigé une entreprise de transfert d'argent sans licence. Il a été découvert qu'il avait acheminé 70 millions de dollars de l'Europe vers la Floride, notamment via Bluetool et Wirecard. (Rapport sur Wirecard UK de 2020)

Les choses se sont également avérées assez douteuses à Munich en 2015. Sur la base des conseils du ministère américain de la Justice, la filiale Click2Pay de Wirecard a fait l'objet d'une enquête. Un détective en chef du quartier général de la police de Munich a examiné de près quatre responsables de Wirecard, dont Marsalek, pour soupçon d'aide et d'encouragement aux jeux de hasard illégaux. De nombreuses activités ont été rencontrées dans lesquelles Click2Pay a été utilisé. Une demande de mandat de perquisition dans l'immeuble de bureaux de Wirecard à Aschheim a été déposée au tribunal de district de Munich en août 2015. Cependant, quelques semaines plus tard, un procureur de Munich a rejeté l'affaire en septembre 2015 entièrement, un examen plus approfondi des locaux de Wirecard a été "sans fondement" selon le procureur de la République. Le ministère américain de la Justice n'était pas satisfait, semble-t-il, puisqu'il s'enquit de nouveau plus explicitement quelques semaines plus tard. Les forces de l'ordre de Munich ont finalement et apparemment effectué un "raid" dans les immeubles de bureaux de Wirecard en décembre 2015. Au moins selon les documents officiels et de manière "strictement confidentielle".

L'enquête suivante, très bavaroise, des procureurs de Munich concernant Wirecard a commencé en 2016, lorsque un autre rapport sur les pratiques de Wirecard faisant référence à un rachat de la société indienne "GI Retail" et à de nombreuses autres révélations de corruption a fait chuter les cours de bourse. En décembre 2018, le parquet de Munich a prononcé une sanction pour manipulations de marché après de précédentes enquêtes et poursuites. Non pas contre Wirecard, mais plutôt contre le rapport Zatarra de Matthew Earl, et avec lui également contre 37 autres "suspects" qui étaient "ciblés" par les procureurs de Munich pour diverses opérations sur les actions Wirecard. L'éditeur britannique de dossiers boursiers Fraser Perring a accepté de payer une somme à cinq chiffres plus ou moins volontairement pour éviter des condamnations plus importantes. Matthew Earl a été persuadé personnellement.

Dans une série de reportages sur Wirecard, réunis avec l'aide héroïque de l'ancien responsable juridique de Wirecard pour la région Asie-Pacifique et lanceur d'alerte Pav Gill, le journaliste du Financial Times Dan McCrum a accumulé les manipulations frauduleuses de Wirecard à partir de fin janvier 2019. À tel point qu'il a non seulement été personnellement persécuté, mais que la police de Singapour a fait irruption dans les succursales de Wirecard là-bas le 8 février 2019 pour confisquer des documents et des ordinateurs. En 2018, Wirecard a remplacé la scandaleuse Commerzbank sur le principal marché boursier allemand DAX. Ce n'est que lorsque les falsifications du bilan de Wirecard ont été sérieusement enquêtées loin de Munich et de l'Allemagne, que les liens corrompus qui se sont même étendus plus tard

à la chancellerie allemande à Berlin ont été mis en lumière. Dans une **série de reportages** sur Wirecard, le journaliste du Financial Times **Dan McCrum a empilé** les manipulations frauduleuses à Wirecard, à tel point qu'il a non seulement été persécuté personnellement, mais que la police de Singapour a fait irruption dans les succursales de Wirecard le 8 février 2019 pour confisquer des documents et des ordinateurs. Comme d'habitude, **l'équipe de direction de Wirecard à Aschheim a répondu par une plainte pénale contre le Financial Times**. Le parquet de Munich a en fait ouvert une enquête sur des journalistes du Financial Times pour manipulation de marché, également après avoir subi des pressions de la part du BaFin allemand, une enquête **qui n'a officiellement pas été clôturée par les procureurs de Munich avant septembre 2020**.



Lorsque le **Financial Times a maintenu ses allégations même en octobre 2019**, Wirecard a organisé un examen financier par les auditeurs financiers KPMG, qui quelque temps plus tard a annoncé à un monde financier étonné qu'il était embarrassant de faire des déclarations claires sur les activités tierces de Wirecard. Wirecard a reporté la publication de son rapport annuel 2019 et s'est même senti confirmé par **les résultats en partie scandaleux de KPMG**. Ce n'est que le 18 juin 2020 que Wirecard a finalement admis qu'il y avait «des preuves insuffisantes des soldes bancaires disponibles dans les comptes en fiducie aux Philippines», soit un énorme 1,9 milliard (et non un million!) d'euros manquant tout simplement. Le cours de l'action Wirecard a chuté en 48 heures à près de 0 euro et détruit durablement environ 20 milliards d'euros en valeur de marché, laissant derrière lui de nombreux investisseurs déçus.

Braun a été mis en garde à vue, Marsalek a depuis disparu. Dans un **rapport de septembre 2020 du Sueddeutsche Zeitung de Munich** qui pourrait être décrit comme une théorie du complot, Marsalek aurait été couché avec les services secrets autrichiens et qu'il s'était enfui à Minsk le soir du 19 juin 2020 en utilisant un avion privé. C'est là qu'il a apparemment été vu aussi pour la dernière fois.



Les choses deviennent un peu plus claires si l'on considère que Marsalek avait **des relations étroites avec le BVT autrichien** et était en fait très proche de la Russie, au sens littéral du terme.

Braun et Marsalek étaient des soi-disant «**sénateurs**» de la **Société d'amitié austro-russe (ÖRFG)** à Vienne, Wirecard transférant environ 10 000 euros à ce groupe chaque année. Vers 2017, un "groupe d'experts allemands" non précisé a demandé au ministère autrichien de la Défense s'il souhaitait **créer un groupe de mercenaires dans le sud de la Libye** afin d'arrêter les flux migratoires massifs vers le nord. Le responsable du projet au ministère autrichien de la Défense était membre du conseil d'administration des amis russo-autrichiens à Vienne (ÖRFG), ils voulaient Marsalek comme gestionnaire du projet, ce qui n'a jamais été réalisé. En outre, Marsalek résidait dans une maison luxueuse, littéralement de l'autre côté du consulat de Russie dans la capitale bavaroise Munich. La propriété n'a pas été louée par Marsalek lui-même, mais par une **société d'investissement informatique appelée «IMS Capital»**, dont le directeur est/était l'ami de Marsalek et investisseur du portail de tourisme en ligne Aleksandar Vucak.

Vucak a déjà été indirectement mentionné dans un rapport **de mai 2018 du cabinet d'audit Rajah & Tann**, commandé par Wirecard en raison de déclarations incriminantes d'un lanceur d'alerte de Singapour. Le «Emerging Markets Investment Fund 1A» (EMIF IA) basé à Maurice a acheté l'ancienne société de loterie indo-asiatique 'Hermes Tickets' en septembre 2015 pour 37 millions USD, les fondateurs Santiago Martin et Usman Fayaz n'ont pas seulement été condamnés **pour activités illégales**, mais avait également divers **liens commerciaux avec le Libéria**. Quelques semaines plus tard, fin octobre 2015, Wirecard a **annoncé officiellement** l'acquisition de la société mère «GI Retail», mentionnée en détail dans le rapport Zatarra, pour 230 millions d'euros en numéraire plus 110 millions dans les salaires. Quelques mois plus tard, Wirecard a officiellement acquis Hermes Tickets auprès d'EMIF pour 340 millions USD, la partie commerciale la plus précieuse de GI Retail. Le journaliste du Financial Times Dan McCrum et d'autres **ont accusé Wirecard** de soi-disant «aller-retour», les actionnaires minoritaires d'Hermès ont **porté plainte au pénal** parce qu'ils ont été payés sur la base de l'opération de 37 millions avec EMIF. À peu près à la même époque, en novembre 2015, EMIF IA a annoncé avoir acquis une agence de voyage indienne appelée '**Orbit**' pour **180 millions USD**, à la mi **2017 également «Goomo.com»** pour 50 millions USD. Le **directeur de Goomo** (hindi pour les voyages) à l'époque en 2017 était Aleksandar Vucak.



Vucak est maintenant à la tête d'une société nommée «**Bionovate Technologies**» dont le siège social est à

Cham, en Suisse, où il a été nommé directeur, PDG, directeur financier, secrétaire et trésorier en 2020. Il suit un certain nombre de personnes précédemment remplacées avocats occupant le même poste chez Bionovate, y compris l'avocat d'entreprise et ancien procureur de San Diego, Californie, Marc Applbaum. **Bionovate prétend avoir** un bureau en Chine, des actionnaires situés dans les îles Vierges, un ancien **président de société du Mexique**, un ancien **PDG de Chine**, ainsi qu'une étrange adresse professionnelle précédente **en Israël**. Jusqu'à présent, la société à faible profil financier a proposé un **kit de test COVID pour smartphones** en 2021, ce qui soulève la question de savoir pourquoi tant de cercles de renseignement d'élite étaient apparemment impliqués dans l'affaire Wirecard.

Marsalek a également embauché la société de conseil en gestion «**Gradus Proximus Advisory GmbH**» de Vienne, en Autriche, pour préparer des rapports hebdomadaires sur les observations des médias sociaux concernant Wirecard. Thomas Zach, fondateur de Gradus Proximus et proche collaborateur de l'ancien ministre autrichien de l'Intérieur Strasser, aurait également organisé un contact avec l'informaticien israélien Avi Rosen. L'expert en technologie de cryptage a des contacts étroits avec les services secrets israéliens, Rosen et Marsalek se sont rencontrés cinq jours après la conférence de Munich sur la sécurité le 24 février 2017 dans la capitale bavaroise. Selon les e-mails, les deux avaient l'intention de créer une coentreprise:

Marsalek et Rosen se sont rencontrés pour la première fois à Munich fin 2016, puis à nouveau en février 2017. E-mails prouvant que les deux fois Thomas Zach était impliqué. Pour la deuxième réunion du 24 février 2017, Zach avait également préparé un ordre du jour et l'a envoyé à Rosen et Marsalek. «Allons-nous commencer à 9 heures et voir jusqu'où nous venons jusqu'à l'heure du déjeuner ?», il a demandé à la fois dans un courriel le 13 Février 2017. En ce qui on peut la reconstruire, Marsalek et Rosen envisageaient de créer une coentreprise d'affaires.

**Article sur profil.at** du 6 février 2021

Il est également intéressant de noter que lors de la **réunion annuelle des actionnaires** de Wirecard le 19 juin 2019, exactement un an avant la catastrophe du bilan, **Thomas Eichelmann** a été élu au conseil de surveillance de Wirecard. Eichelmann était auparavant non seulement directeur financier de la German Stock Exchange Corporation, mais également président du conseil de surveillance du géant allemand de la construction Hochtief AG jusqu'en septembre 2014, où l'oligarque russe Oleg Deripaska **a fait un gros investissement vers 2007** en afin de coordonner de gigantesques projets de construction pour la ville des Jeux Olympiques d'hiver de 2014 à Sotchi. En outre, **un autre Autrichien est devenu vice-président** du conseil de surveillance de Wirecard en 2019: Stefan Klestil, qu'Eichelmann connaissait certainement bien grâce à la **société d'investissement informatique Speedinvest** financée par l'UE. Là, Stefan Klestil est/était un partenaire à part entière et **Eichelmann un associé limité**. Stefan Klestil, fils de l'ancien et décédé en 2004 Le président fédéral autrichien Thomas, dont les funérailles ont été **assisté par le président russe Vladimir Poutine**, a une belle-mère qui, après la mort de son mari marié en 1998, a été rendue **autrichienne Ambassadeur à Moscou** à partir de 2009, par hasard aussi jusqu'en 2014.



Une attention particulière doit également être accordée à Christopher Bauer, qui a agi en tant que partenaire Wirecard de Manille et était responsable d'environ un cinquième de toutes les ventes. La famille de Bauer en Allemagne a annoncé en août 2020 qu'il avait **serait décédé d'une insuffisance cardiaque aux Philippines**, aucun certificat de décès officiel n'a été délivré selon les autorités locales.

En octobre 2020, le Bundestag allemand décide d'enquêter sur l'affaire Wirecard. Au cours de ce processus, une toute nouvelle série d'événements a fait surface, qui à ce jour sont soit supprimés, soit complètement ignorés - presque comme ceux du parquet de Munich. Les méthodes utilisées à certains niveaux politiques les plus élevés et avec l'aide de la force brute bavaroise visaient à faire croître Wirecard en toutes circonstances, semble-t-il. Les débris politiques du scandale Wirecard prouvent également que l'Allemagne avait **presque entièrement manqué l'émergence de l'industrie informatique dans les décennies précédentes**, à l'exception peut-être de SAP.

Les détails montrent que même le ministère allemand des Finances à Berlin a déjà été informé le 19 février 2019 des actes frauduleux de Wirecard. Le secrétaire d'État **Kukies a déclaré à l'époque aux employés du ministre des Finances Olaf Scholz** que leur sous-organisation BaFin «enquêtait dans toutes les directions». Il est étonnant que même en novembre 2019, alors que tous les drapeaux financiers concernant Wirecard étaient déjà en rouge profond, Kukies a rencontré le PDG de Wirecard, Markus Braun, pour un petit-déjeuner à Aschheim, discutant apparemment de startups et de crypto-actifs là-bas.

Peut-être que tout cela a été possible grâce **au voyage de la chancelière allemande Merkel** en Chine deux mois plus tôt, et où le dernier et dernier acte du grand jeu de poker Wirecard a eu lieu. Lors de discussions avec des représentants d'entreprises chinoises en septembre 2019 en Chine, la chancelière allemande a fait la promotion sans vergogne de Wirecard, qui a peu après fait **une offre d'achat du fournisseur de paiement en ligne chinois AllScore**. L'ancien coordinateur national du renseignement allemand, Klaus-Dieter Fritsche, a pris contact avec la chancellerie de Berlin après avoir appris que le PDG de Wirecard, Markus Braun, «entre et sort régulièrement à la chancellerie autrichienne» à Vienne via le **think tank «Think Austria»**, initiée par le chancelier autrichien Sebastian Kurz à laquelle a d'ailleurs été nommé le chef de la Conférence de Munich sur la Sécurité, Wolfgang Ischinger. En outre, **l'ancien homme des services secrets allemands Bernd Schmidbauer** a déclaré que la technologie de Wirecard aurait permis aux agences de renseignement de suivre les flux d'argent dans le monde entier. Selon Schmidbauer, la technologie aurait été une forme idéale de surveillance qui a également été utilisée à des fins abusives - également pour le blanchiment d'argent.

Merkel a également **visité la glorieuse ville chinoise de Wuhan en septembre 2019** bien sûr, trois mois entiers avant que les premiers cas de COVID y soient signalés. Le chancelier allemand savait-il que 120 soldats allemands de la Bundeswehr et 90 membres du corps médical de l'armée chinoise avaient

effectué **l'exercice militaire «Aide combinée»** quelques mois plus tôt en juillet 2019 à Feldkirchen, une petite ville non loin de Munich? L'exercice militaire aligné germano-chinois sur le sol bavarois apprenait à répondre à une pandémie de virus pendant 14 jours.

Bien avant le voyage du chancelier en Chine, Karl-Theodor zu Guttenberg, ancien ministre de la Défense allemand d'origine bavaroise qui vit aux États-Unis, a **frappé à de nombreuses portes**. Via sa société Spitzberg Partners, basée à New York, zu Guttenberg a été engagé en tant que lobbyiste pour Wirecard afin d'activer et de sauvegarder l'accord chinois AllScore. Déjà en septembre 2018, zu Guttenberg a contacté le nouvel ambassadeur d'Allemagne à Pékin par l'intermédiaire de son cabinet de conseil de haut niveau de New York pour **promouvoir Wirecard et son expansion en Chine**. Une première réunion a été rendue possible pour Wirecard à Pékin le 29 octobre 2018, une réunion beaucoup plus importante y a eu lieu le 23 janvier 2019. Quelques jours avant le voyage de Merkel en Chine, zu Guttenberg a eu une réunion «avec son ancienne patronne [Merkel] sur 3 septembre 2019», **comme le détaille l'un de ses e-mails**. Toujours en avril 2020, dans une contribution écrite d'un invité au principal média allemand FAZ, zu Guttenberg préconisait personnellement **l'interdiction des vendeurs à découvert**. Curieusement, son nom aurait également figuré sur une campagne Wirecard visant à **promouvoir l'interdiction des vendeurs à découvert** par l'agence de relations publiques allemande Edelman.



Le 18 février 2019, au plus fort des efforts chinois de zu Guttenberg et, par coïncidence, un jour seulement après la fin de la conférence de Munich sur la sécurité 2019, l'autorité bancaire de réglementation allemande BaFin a **émis une interdiction de vente à découvert** pour empêcher les spéculations financières sur la baisse des cours des actions de Wirecard. Dans le même temps, **les procureurs de Munich ont annoncé** qu'ils enquêteraient désormais sur les journalistes du Financial Times, dont Dan McCrum. Deux mois plus tard, le 19 avril 2019, **BaFin a annoncé** que l'interdiction de vente à découvert imposée huit semaines plus tôt était maintenant expirée. Au cours de cette semaine d'avril 2019, la BaFin a également déposé une plainte pénale auprès du parquet de Munich pour manipulation de marché.

Exactement le même 18 février 2019, par coïncidence, un jour après la fin de la conférence de Munich sur la sécurité à l'hôtel Bayerischer Hof, Wirecard à Aschheim a été informée d'une **liste de 343 transactions financières suspectes** identifiées comme potentielles. blanchiment d'argent par Commerzbank, un partenaire d'exécution de la branche bancaire de Wirecard. Dans l'e-mail de Commerzbank, Wirecard a été invité à commenter ces transactions suspectes. Probablement plus considérée comme importante compte tenu de l'interdiction de vente à découvert imposée par la BaFin exactement le même 18 février 2019, Commerzbank a transmis la liste **le 26 février 2019 à l'unité allemande de lutte contre le blanchiment d'argent** appelée FIU, qui, selon d'étranges **déclarations des**

responsables de la FIU au comité Wirecard Bundestag du 8 juin 2021, «n'a pas informé les procureurs de Munich de ces 343 transactions avant juillet 2020», tout en fournir à l'avance à «sept autorités de contrôle étrangères des informations spontanées».

Il est évident que les procureurs de Munich se sont précipités pour «enquêter» sur tous les joueurs possibles à la table de poker en dehors des véritables corrompus, circonstances qui ont conduit à une invitation spéciale pour d'importants responsables de la justice de Munich et de Bavière à témoigner devant le Bundestag Comité. Fin janvier 2021, le ministre bavarois de l'Intérieur se présente devant le comité Wirecard, qui ose mentionner à un public étonné qu'il «aurait du sens pour une entreprise comme Wirecard AG de faire l'objet d'un contrôle poussé».

Il est également révélé que l'ancien président de la police de l'État bavarois a été employé par Wirecard à partir de 2014. Il a soutenu un certain nombre de contacts de haut niveau avec des politiciens et des consulats, y compris diverses autorités policières. L'officier de police à la retraite et anciennement le plus haut gradé de Bavière avait plusieurs contrats de consultation avec diverses sociétés en cours d'exécution. Le 29 janvier 2021, l'un des nombreux procureurs de Munich a comparu devant la commission du Bundestag allemand. Elle a notamment déclaré que l'avocat de Marsalek avait été «contacté» par elle lorsque les 1,9 milliard Euros manquants sur les bilans de Wirecard ont été confirmés mi-2020. Elle l'a «invité» à organiser une visite au parquet, qui ne s'est apparemment produite qu'une semaine plus tard, Wirecard lui a dit que M. Marsalek était de nouveau en voyage d'affaires. Une première et rapide inspection de la résidence Prinzregentenstrasse 61 a été réalisée par le parquet de Munich le 5 juin 2020, un véritable examen et perquisition n'a été effectué que le 1er juillet 2020, la villa de Marsalek et Vucak est restée intacte pendant près d'un mois.



Un affidavit quelque peu douteux au début de 2019 montre qu'un ancien délinquant de drogue a apparemment été invité par Wirecard à déclarer aux procureurs de Munich que le Financial Times aurait offert à Bloomberg News Service 6 millions d'euros. Ceci, selon l'affidavit, pour démontrer que Bloomberg était non seulement obligé de courir avec les reportages de FT-McCrum, mais aussi que Bloomberg ferait du chantage à Wirecard maintenant. L'affidavit n'a jamais vraiment été signé. Cependant, les procureurs de Munich ont écrit une note importante à l'autorité de surveillance bancaire allemande et ont même expliqué cet affidavit dans un appel téléphonique plus détaillé à Bafin.

Les procureurs de Munich n'ont également accordé aucune importance en matière de poursuite aux enquêtes approfondies menées par les autorités fiscales locales de Munich Finanzamt, qu'ils ont rencontrées au cours du premier mois de 2020. Dans un protocole daté du 24 janvier 2020, les auditeurs financiers de l'État ont écrit que «la question litigieuse a été présentée [aux procureurs de Munich] et il a été discuté si les allégations du Financial Times devaient faire l'objet d'une enquête». Les procureurs de

l'État de Munich ont déclaré même en janvier 2020 qu'«en résumé, il n'y a pas de soupçon initial suffisant pour justifier l'ouverture d'une procédure pénale ici», selon le protocole. Tout cela alors que les enquêtes du parquet de Munich contre les journalistes du Financial Times étaient en cours. Il convient également de noter que lors d'une deuxième comparution du procureur de Munich devant la commission du Bundestag à la mi-février 2021, le témoignage n'a pas pu être enregistré en raison de **problèmes techniques** et ne sera probablement pas inclus dans **le rapport final de la commission**.

Les auditeurs financiers d'Ernst & Young (EY) apparaissent au centre de la fraude, car ils sont accusés d'avoir **signé trop facilement les bilans de Wirecard à partir de 2015** malgré des doutes précoces et sérieux sur la preuve de l'entreprise de travail. Les partenaires commerciaux tiers de Wirecard en Asie avaient le droit de recevoir des titres d'Aschheim AG, prétendument via des comptes en fiducie à l'étranger, qui ont continué de croître au fil des ans, **s'élevant finalement à 1,9 milliard d'euros** selon le solde feuilles. EY a refusé de certifier son audit pour 2019 uniquement lorsque la preuve de tels comptes en argent de confiance était plus ou moins impossible en 2020. Étrange également que **les auditeurs/avocats d'EY eux-mêmes aient eu l'idée** d'utiliser ces comptes en fiducie offshore et Les a recommandés à l'ancien directeur juridique de Wirecard, Burkhard Ley, déjà en 2016. Le parquet de Munich ne commencerait pas ses enquêtes spécifiquement ciblées sur EY avant décembre 2020. En outre, un enquêteur d'audit spécial a été nommé par la commission du Bundestag.

Il est également intéressant de noter que Wirecard a proposé à l'État bavarois encore en avril 2020 un accord pour acheter une plus grande quantité de masques anti-virus Corona, semble-t-il:

From: OTRS System <SFSG-Beschaffungen@sfs-g.bayern.de>  
Sent: Wednesday, April 8, 2020 11:00 AM  
To: [REDACTED] <[REDACTED]@wirecard.com>  
Subject: Fwd: [Ticket#2020040783005372] WG: Mit der Bitte um Berücksichtigung - Schutzrüstung (Vermittlungsangebot, Wirecard AG)

Sehr geehrter Hr. Ley,

wie vorhin telefonisch besprochen, hier die Anlagen und Ansprache für Ihre Kontakte in englischer Sprache. Wichtig ist, dass Antworten bitte den selben Betreff haben, damit Sie immer bei mir landen.

Bei Fragen bitte einfach melden

Mit freundlichen Grüßen  
[REDACTED]

Shipping address:  
Bayerisches Landesamt für Gesundheit und Lebensmittelsicherheit  
Logistikstützpunkt Bayern  
Ingoistädter Landstraße 100  
85748 Garching bei München

Billing address:  
Bayerisches Landesamt für Gesundheit und Lebensmittelsicherheit  
Eggenreuther Weg 43  
91058 Erlangen

La direction du premier club de football de Munich, le FC Bayern, a également été impressionnée par Wirecard, car ils étaient littéralement voisins de Munich. Fin 2019, un contrat de trois ans a été signé entre **Wirecard et la meilleure équipe de basketball du FC Bayern**, qui était sur le point de recevoir 1,5 million d'euros de la part d'Aschheim AG. Wirecard s'est vu proposer de devenir un soi-disant **partenaire platine** juste à temps pour les éliminatoires de basketball. La coopération a été annoncée le 5 juin 2020, environ deux semaines avant le désastre du bilan officiellement admis. En outre, l'ancien président de la police d'État bavaroise qui était à la solde de Wirecard **a déclaré au comité d'enquête** du Bundestag le 28 janvier 2021 qu'il avait participé à une réunion avec Karl-Theodor zu Guttenberg au Tegernsee. Là, à Tegernsee, une résidence préférée des cadres du FC Bayern, de certains joueurs de football de haut niveau et des politiciens bavarois locaux, «une stratégie d'attaque pour Wirecard a été explorée de manière abstraite» et apparemment dans une réunion gemuetlich.

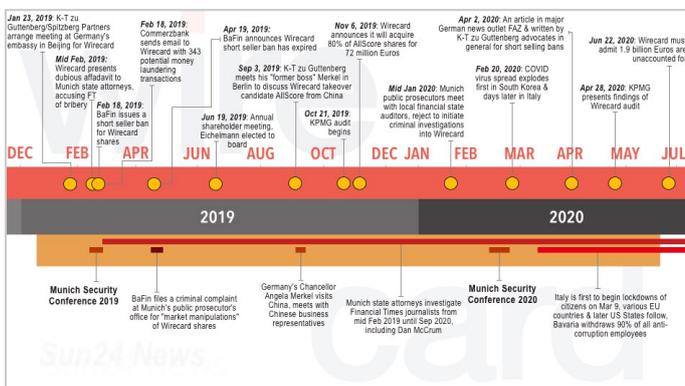


La chancellerie allemande est également connue pour condamner les nouvelles technologies, les médias sociaux et même Internet lui-même trop facilement et de manière généralisée pour découvrir des faits sur la corruption. Les chercheurs et les journalistes sont intentionnellement criminalisés. Si les conseillers de Merkel avaient soigneusement étudié le candidat au rachat de Wirecard en Chine, ils auraient pu découvrir qu'il y avait également des signaux d'alarme partout sur AllScore, en particulier avec l'une de ses sociétés mères nommée 'Joy Dragon Consultants Limited' le 12 juin 2019, il semble:

AllScore Payments est détenu à 98,24% par Beijing Apple Information Technology. Il est composé par l'équipe de direction d'AllScore et est détenu à 62,54% par la société basée à Hong Kong Joy Dragon Consultants Limited et à 28,1% par Shanghai Aiwu Investment Management Co. Ltd., qui n'est pas directement liée à l'équipe de direction actuelle d'AllScore ... On ne sait pas pourquoi AllScore, un partenaire de la Banque de Chine, a été choisi. Ils ont déjà attiré une attention négative à plusieurs reprises ces dernières années. Un total de 16 infractions pénales comprennent le blanchiment d'argent, le non-respect des exigences de réserve, la dissolution illégale des services de paiement, le support de plateformes illégales, la violation des exigences KYC, la rétention d'informations et de nombreuses autres violations ... Plusieurs sanctions mineures contre le PDG [d'AllScore] Lin Yao et d'autres administrateurs se sont également accumulées ces dernières années.

(Rapport de Techkou.net du 4 août 2020)

Que personne n'ait aucune idée du passé plutôt difficile de Wirecard et même d'AllScore dans toutes ces réunions, conversations et interactions politiques de haut niveau semble irréal. Le fait que personne n'ait vraiment été informé des problèmes financiers qui bouillonnaient dans les bilans de Wirecard était clairement mis en scène par les joueurs de Munich.



Ou était-ce juste un jeu de poker audacieux ?

<https://www.sun24.news/fr/carte-de-baviere-a-propos-dun-poker-germanic-wirecard.html>